

York pour expédier et recevoir les marchandises qui arrivent au Canada ou qui en partent.

Et puis on dit que la distance entre Vancouver et Halifax est de 1,450 milles plus forte que celle de Vancouver à New-York ; que New-York est plus près des grands centres manufacturiers du Canada oriental, que Hamilton est de 655 milles plus près de New-York qu'il ne l'est d'Halifax. Il fait aussi remarquer que l'idée de nommer des employés de douane pour la manutention des marchandises à un autre port, de faire passer les marchandises en transit n'est pas une idée nouvelle, attendu que cela se fait actuellement à Vancouver. Les Etats-Unis emploient là un fonctionnaire pour la manutention du thé et d'autres articles qui viennent du Japon et sont transportés en transit par le chemin de fer Canadien du Pacifique et sont remaniés à nouveau à New-York. Il dit, de plus, que le même travail se fait à Prince-Rupert. Le fétan et d'autres poissons sont mis là en entrepôt dans des trains et envoyés en transit aux Etats-Unis. Aussi, en demandant que le gouvernement s'occupe de cette question et nomme un fonctionnaire à New-York pour voir au transport des marchandises canadiennes fabriquées aux vaisseaux qui se trouvent dans le port de New-York, on ne demande pas quelque chose qui ne se fait pas déjà aux Etats-Unis.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL : Dans quelles eaux des Etats-Unis est pris le poisson qui est expédié en transit de Prince-Rupert ! S'il n'était pas pris dans les eaux américaines, il ne serait pas nécessaire de l'expédier en transit.

L'honorable M. BOSTOCK : Si je comprends bien, la plus grande partie de ce poisson est prise en dehors de la limite des trois milles par les vaisseaux américains, transportée à Prince-Rupert et chargée là sur un train de chemin de fer. D'habitude on le transportait à Vancouver. On l'y a transporté jusqu'à ce que le Grand-Tronc fût prolongé jusqu'à Prince-Rupert. J'espère que j'ai expliqué les choses clairement, et j'ai dit que le gouvernement comprendra que les gens de la côte du Pacifique, particulièrement les hommes d'affaires de Vancouver et de Victoria, désirent ardemment qu'il soit fait quelque chose pour les aider sous ce rapport-là.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL : J'ai suivi avec quelque attention la méthode à laquelle l'honorable sénateur a fait allusion. Le principe d'expédier en transit des marchandises d'Europe, à travers les

Etats-Unis, au Canada oriental et de l'Europe à travers les Etats-Unis, à la Colombie-Anglaise, n'a jamais été aboli, si je comprends bien.

L'honorable M. BOTSTOCK : Je ne crois pas que la chose ait été demandée de cette manière-là.

L'honorable M. DANIEL : Je ne sais si j'ai bien compris l'honorable sénateur de la Colombie-Anglaise ; mais j'ai saisi une ou deux idées qu'il a exprimées, et il semble bizarre qu'un honorable sénateur, surtout un sénateur de ce côté-ci de la Chambre, ait exprimé une pareille idée. Nous avons, durant plusieurs années, construit au Canada, des chemins de fer transcontinentaux afin d'utiliser les ports du Canada pour l'importation et l'exportation de nos marchandises et d'éviter justement de faire ce que le sénateur préconise, cet après-midi. En d'autres termes, il conseille que nous utilisions les ports des Etats-Unis pour notre commerce. Je n'approuve pas du tout une pareille idée. Je suis quelque peu surpris que l'honorable sénateur, qui occupe la position qu'il a dans le Sénat, qui est en relations étroites avec le parti qui a conçu l'idée du grand chemin de fer transcontinental national et l'a mise à exécution en dépensant énormément de l'argent, approuve l'idée que le chemin de fer Canadien du Pacifique, à partir des ports de Saint-Jean et d'Halifax, à l'est de Vancouver et de Prince-Rupert et autres ports de la Colombie-Anglaise, ne soit pas utilisé, et que tout l'argent dépensé sur ces chemins, surtout sur le Transcontinental, de Winnipeg à Moncton, soient complètement abandonnés. Pourquoi Vancouver ou toute autre ville de la côte, après que le Canada a dépensé à profusion de l'argent pour relier l'Est à l'Ouest, s'attendrait-il à ce que le peuple du Canada détourne le trafic de nos chemins et le conduise aux ports des Etats-Unis. Je ne vois pas la justice ou l'équité de cette politique. Si nous devons avoir un commerce libre dans nos ports, nous aurions dû adopter et appliquer cette politique avant de dépenser des centaines de millions de dollars, pour développer les ressources de notre pays et pour utiliser nos propres routes commerciales. Quant à la politique que préconise cet après-midi l'honorable sénateur, je crois qu'il condamne la politique de son parti comme la politique du parti au pouvoir. Quant à la proposition de nommer un officier de douane dans le port de New-York pour les chemins de fer des Etats-Unis et les ports des Etats-Unis

[L'honorable M. BOSTOCK.]